

Compression des dépenses de l'État

l'inflation, ce sont toujours les plus démunis et les chômeurs qui en subissent les contrecoups. Il en va de même chaque fois que le gouvernement lance l'un de ses programmes factices de compression de dépenses.

● (2040)

Monsieur l'Orateur, pendant que je parle du problème du chômage—et cela est en rapport avec le bill C-19—permettez-moi d'ajouter qu'à mon avis si le Parti québécois a remporté une victoire écrasante c'est que les chômeurs du Québec se retrouvent essentiellement dans la tranche d'âge de 18 à 24 ou 25 ans. Qu'ils soient séparatistes ou non, ces jeunes en avaient tout simplement assez d'un gouvernement qui se préoccupait aussi peu de leur fournir des emplois. Ce que je tiens à dire aux députés d'en face c'est que s'ils ne sont pas à même de résoudre le problème du chômage, ils se verront flanquer à la porte tout comme M. Bourassa l'a été lundi dernier.

Des voix: Bravo!

M. Blackburn: L'inflation constitue également un problème important mais on ne peut lutter contre l'inflation en délaissant totalement le problème du chômage. Ces jeunes en particulier ne sont pas prêts à tolérer ce genre de niaiserie de la part d'un gouvernement, quel qu'en soit le niveau.

J'ai dit que le principal objectif du bill était de séduire ceux qui pensent que ce sont les dépenses du gouvernement qui sont à l'origine de nos malheurs économiques. Le monde des affaires a entretenu ce mythe et nombre de personnes y ont cru. Prenez par exemple les versements effectués au titre de l'assistance sociale, étant donné que le bill C-19 prévoit l'indexation des allocations familiales. Nombre de personnes qui ont un revenu convenable vont penser que l'argent de leurs impôts, argent qu'ils ont gagné en travaillant dur, sera gaspillé sous forme de paiements de transfert ou de versements au titre de l'assistance sociale en général. On se plaint toujours que ces dépenses ne sont pas productives. D'un point de vue purement économique, rien ne pourrait être plus éloigné de la vérité. L'année dernière, le gouvernement prétendait que le régime d'allocations familiales coûterait légèrement moins de deux milliards de dollars. Cet argent retournerait dans l'économie du fait que les allocataires achèteraient des biens et des services. D'autre part, étant donné que les allocations ne peuvent être déduites pour fins d'impôt, 600 millions des deux milliards de dollars retomberaient directement dans les fonds publics. Si ces régimes n'existaient pas, il en coûterait des sommes astronomiques à la collectivité.

Je me souviens des élections de 1968. J'avais été battu et le premier ministre actuel (M. Trudeau) était au sommet de sa popularité. Le jour de l'élection, une grande usine de ma circonscription était en grève depuis déjà près de dix semaines. J'étais allé dans tous les magasins de la rue Dalhousie et de la rue Colbourne à Brantford. Dans l'un de ces magasins, je m'étais présenté comme le candidat du Nouveau parti démocratique pour Brant et le propriétaire m'avait assuré que c'était mon parti qui ruinait notre pays. En raison de la grève à la société Massey, les commerçants de la localité avaient perdu un quart de million de dollars, correspondant au manque à gagner des ouvriers. J'ai fait valoir que les hommes et les femmes qui étaient en grève estimaient mériter des augmentations salariales mais que, chaque jour de grève, ils perdaient de l'argent. J'ai dit au commerçant que, si ces grévistes n'obtenaient pas d'augmentations, ses affaires tourneraient moins

[M. Blackburn.]

bien. Je pense que, par la suite, il a dû constater que je n'avais peut-être pas totalement tort.

L'argent qui vient des travailleurs en usine, des agriculteurs et du citoyen ordinaire de ma circonscription et d'ailleurs est en majeure partie réinjecté dans l'économie locale et non dans les grandes agglomérations urbaines. Cela n'empêche pas l'opinion de rester inquiète devant le financement par le déficit, et il semble que ces derniers mois les critiques adressées par tout le monde, depuis le président du conseil de la Banque Royale M. Earle McLaughlin, jusqu'au chef de l'opposition officielle, semblent avoir ébranlé le gouvernement. Ce mouvement de réaction s'est malheureusement implanté, et les pouvoirs publics y ont cédé à tous les échelons, au détriment de la société dans son ensemble.

Nous avons vu fermer des hôpitaux en Ontario, supprimer des subventions de recherche médicale à Ottawa, et comprimer les dépenses d'assurance-chômage. Tous ces programmes s'étaient montrés d'une utilité certaine, mais le gouvernement les charge maintenant de tous les péchés du monde. On serre les cordons de la bourse. Les hommes publics cèdent à l'humeur de la foule, depuis le conseil scolaire et le conseil municipal jusqu'aux parlements provinciaux et fédéral. Nous voulons suivre la foule, ce qui fait que très souvent nous n'osons pas défendre nos convictions propres. Nous n'avons pas le courage de défendre certaines des mesures utiles adoptées en faveur du citoyen ordinaire par les divers gouvernements qui se sont succédé.

Il y en a qui prétendent, que nous sommes allés trop loin. Sans vouloir me montrer plus courageux que les autres, je suis fier que mon parti ait exercé une énorme influence sur les libéraux et sur les conservateurs, au palier fédéral et provincial, en faisant prendre des mesures raisonnables en faveur de ceux qui le plus souvent n'ont pas pour se tirer d'affaire les moyens matériels ou intellectuels dont dispose le capitaliste. Le député, l'homme d'affaires, l'enseignant et les autres doivent être disposés à donner une partie de leur revenu pour réduire les inégalités. Je ne parle pas de mettre tout le monde sur le même pied, mais simplement de réduire les inégalités.

Avant de terminer, monsieur l'Orateur, j'aimerais mentionner brièvement le problème le plus grave auquel le pays fait face et la façon dont tous les Canadiens s'élèvent de temps à autre contre les dépenses du gouvernement.

Notre niveau actuel de chômage est plus élevé qu'il ne l'a été en 15 ans. Comme l'ont signalé d'autres députés, à cause de cela, notre économie nationale l'année dernière a perdu pour une valeur de plus de 6 milliards de dollars en biens et services. Cet énorme taux de chômage a aussi réduit les recettes fiscales de façon appréciable. Je suis certain que le gouvernement actuel se rend compte des avantages qui découleraient d'une réduction d'impôt ou un d'un accroissement des dépenses publiques. Pourtant, jusqu'ici, il n'a rien fait pour réduire notre niveau élevé de chômage. Nous demandons pourquoi, monsieur l'Orateur. Je pense que c'est Ben Malkin qui en a le mieux résumé la raison dans un article paru dans le *Citizen* d'Ottawa il y a quelques semaines. Il déclarait que seules les dépenses gouvernementales pouvaient résoudre le problème du chômage, mais qu'elles se heurtent à un blocage mental: pour une raison mystérieuse, les dépenses du gouvernement pour créer des emplois suscitent chez les économistes une